

ARRANGEMENT ADMINISTRATIF

ENTRE

**LA MINISTRE DE L'INTERIEUR, DE L'OUTRE-MER
ET DES COLLECTIVITES TERRITORIALES
DE LA REPUBLIQUE FRANCAISE**

ET

**LE MINISTRE FEDERAL DE L'INTERIEUR
DE LA REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE**

RELATIF A

**L'APPLICATION DE LA CONVENTION DU 3 FEVRIER 1977
SUR L'ASSISTANCE MUTUELLE EN CAS DE CATASTROPHE
OU D'ACCIDENT GRAVE**

La ministre de l'Intérieur, de l'Outre-mer et des Collectivités territoriales de la République française représentée par le directeur de la défense et de la sécurité civiles, d'une part,

et

Le ministre fédéral de l'Intérieur de la République fédérale d'Allemagne représenté par le chef de la direction de la gestion des crises et de la protection de la population, d'autre part,

Ci-après dénommés les Parties,

Vu la convention du 3 février 1977 conclue entre la République fédérale d'Allemagne et la République française sur l'assistance mutuelle en cas de catastrophe ou accident grave (appelée « Convention » dans ce qui suit),

Convaincus qu'il est indispensable pour l'avenir européen commun de réaliser dans un esprit de bon voisinage la coopération dans le domaine de la protection transfrontalière des populations,

Désireux d'affermir les contacts amicaux qui existent déjà et de faciliter davantage la préparation et la réalisation de l'assistance mutuelle en cas de catastrophe ou d'accident grave,

Sont convenus des dispositions suivantes :

Article 1er

Au sens de la convention du 3 février 1977, on entend par catastrophe ou accident grave un événement portant préjudice à ou mettant en danger la vie ou la santé de nombreuses personnes, des biens matériels d'une importance considérable ou l'approvisionnement indispensable de la population d'une manière si inhabituelle que la lutte contre cet événement rend nécessaire l'intervention d'unités et d'équipement qui ne sont pas disponibles en permanence pour l'utilisation quotidienne.

Article 2

1. En conformité avec l'article 3 paragraphe 1.a de la Convention, les Parties définissent les points de contacts cités à l'annexe 1 ainsi que la manière dont il est possible de joindre les personnes correspondantes.

2. Dans le cas où une assistance devrait être fournie en conformité avec l'article 1 de la Convention, la Partie requérante communique à la Partie requise, en utilisant le formulaire objet de l'annexe 2, des informations sur la nature et l'étendue de l'accident grave ou de la catastrophe, en précisant en même temps ses besoins. La Partie requise examine sans délai si elle peut donner suite à la demande d'assistance en déterminant l'étendue et les modalités, en terme de moyens et de temps, de l'aide qu'elle peut fournir. En s'adressant au point de contact prévu, elle communique immédiatement à la Partie requérante le résultat de cet examen.

3. En utilisant le formulaire objet de l'annexe 3, les Parties s'informent aussi vite que possible d'un accident grave, tel que défini à l'article 1 précédent, survenu dans une zone frontalière. Cette information aura lieu indépendamment du fait que l'événement est déjà survenu ou menace de survenir, qu'il ait ou non des répercussions sur le territoire de l'autre Partie et avant même qu'il soit possible de juger si l'assistance de l'autre Partie est nécessaire. La procédure décrite ci-dessus ne s'applique pas aux dispositions prises dans le cadre de l'article 3 paragraphe 1.b de la Convention.

Article 3

En cas d'assistance par des aéronefs, la Partie requise peut demander le partage de la moitié des frais sur la base de son tarif le plus bas en vigueur au moment où l'assistance est fournie.

Article 4

Les Parties peuvent effectuer des exercices en commun, détacher des unités pour les faire participer aux exercices organisés par l'autre Partie ou envoyer des observateurs. Les objectifs et le déroulement des exercices qui sont éventuellement organisés en commun sont harmonisés entre les autorités compétentes des Parties. Les frais de transport sont pris en charge par la Partie qui envoie le détachement. Les frais d'hébergement, de logistique et d'assistance médicale sont pris en charge par la Partie organisatrice de l'exercice.

Article 5

1. Les Parties ou les autorités désignées par elles définissent les règles qui régissent l'utilisation de leurs infrastructures par l'autre Partie pour des exercices, dans la limite de leurs capacités disponibles. L'utilisation de ces infrastructures se fait gratuitement. Les autres frais sont pris en charge par l'autorité qui envoie les participants.

2. La proposition d'organiser des exercices doit être adressée à l'autre Partie au moins trois mois au préalable. La demande doit comprendre la désignation de l'unité, le nombre des participants, l'objectif de l'exercice et sa durée ainsi que des indications concernant le logement et la nourriture.

Article 6

1. Les Parties s'informent régulièrement du programme actualisé des séminaires organisés par les structures de formation et notamment des séminaires s'adressant aux cadres. Les frais de formation, de restauration et d'hébergement sont à la charge des structures de formation. Les autres frais sont pris en charge par l'autorité qui envoie des stagiaires.

2. Dans le cadre de ses possibilités chaque Partie met à la disposition de l'autre Partie des places de stagiaires pour les séminaires organisés dans ses différentes structures de formation. Les stagiaires doivent avoir une connaissance suffisante de la langue d'enseignement.

3. Chaque Partie communique à l'autre Partie, au plus tard trois mois avant le début d'un stage, la liste des participants qu'elle envoie, en indiquant le nom, l'adresse, l'autorité et la fonction.

Article 7

Conformément aux termes de l'article 11 de la Convention, pour promouvoir et développer la prévision, la prévention et la lutte en cas de catastrophes ou d'accidents graves, les Parties conviennent d'établir une coopération permanente et étroite en échangeant régulièrement des informations concernant les projets de recherche et les résultats des études scientifiques ainsi que des informations relatives aux réunions ayant pour objet la recherche dans le domaine de la protection des populations.

La prise en charge par l'une ou l'autre Partie des frais afférents à ces actions est décidée au cas par cas.

Article 8

Les Parties peuvent réaliser en commun des projets de recherche.

Les autorités compétentes de chacune des Parties harmonisent les objectifs et les détails de l'exécution des éventuels projets de recherche communs.

La prise en charge par l'une ou l'autre Partie des frais afférents à ces actions est décidée au cas par cas.

Article 9

Conformément aux termes de l'article 11 de la Convention, pour promouvoir et développer la prévention et la lutte en cas de catastrophes ou d'accidents graves ainsi que les mesures préventives visant à protéger les organisations et structures, notamment celles ayant des activités transfrontalières et revêtant une importance particulière pour la communauté nationale, dont la défaillance ou l'entrave du fonctionnement entraînerait dans différents domaines des difficultés durables pour l'approvisionnement, des troubles importants de la sécurité publique ou d'autres conséquences dramatiques (infrastructures sensibles), les Parties conviennent d'établir une coopération permanente et étroite en prévoyant d'échanger des informations, d'effectuer des études en commun et d'organiser régulièrement des réunions.

La prise en charge par l'une ou l'autre Partie des frais afférents à ces actions est décidée au cas par cas.

Article 10

Pour optimiser la coopération, échanger des expériences et améliorer la connaissance mutuelle de leurs systèmes, les Parties procèdent régulièrement à des échanges d'experts.

Article 11

Les Parties conviennent d'organiser régulièrement des réunions officielles dont l'objectif est de définir d'autres voies de développement et d'autres axes d'effort pour la coopération.

Article 12

Les Parties se communiquent sans délai les modifications qu'il leur apparaît nécessaire d'apporter aux annexes au présent arrangement.

Article 13

Le présent arrangement n'interfère pas avec les traités ou accords internationaux qui existent déjà. Il ne porte pas atteinte à la compétence des Länder fédéraux allemands dans le domaine de la protection de la population.

Article 14

Le présent arrangement est conclu pour une durée illimitée et entre en vigueur le jour de sa signature. Chaque Partie peut le dénoncer par lettre adressée à l'autre Partie. La dénonciation devient effective après un délai de six mois à compter de sa date de notification.

Le présent arrangement abroge l'arrangement administratif entre le ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation de la République française et le ministre fédéral de l'Intérieur de la République fédérale d'Allemagne relatif à l'application de la convention du 3 février 1977 sur l'assistance mutuelle en cas de catastrophes ou d'accidents graves signé le 18 mars 1985.

La validité du présent arrangement prend fin avec l'abrogation de la Convention du 3 février 1977 conclue entre la République fédérale d'Allemagne et la République française concernant l'assistance mutuelle en cas de catastrophes ou d'accidents graves.

Fait à Asnières-sur-Seine, le *6 février 2008*, en deux exemplaires, chacun en langues française et allemande, les deux textes faisant également foi.

Pour la ministre de l'Intérieur, de l'Outre-mer
et des Collectivités territoriales,
Le préfet, directeur de la défense
et de la sécurité civiles
Haut fonctionnaire de défense


Henri Masse

Pour le ministre fédéral de l'Intérieur,
Le chef de la direction de la gestion des crises
et de la protection de la population


Dr. Manfred Schmidt

Points de contact pour l'alerte Erreichbarkeiten für Alarmierungen

France/Frankreich

COGIC
Tél. : + 33 1.56.04.72.40
Fax : + 33 1.41.11.52.52
cogic-centretrans@interieur.gouv.fr

Deutschland/Allemagne

Lagezentrum BMI (24 Std.)
Tel.: +49 30 39 81 1077
Fax: +49 30 39 81 2926
Poststelle@bmi.bund.de

unterrichtet:

GMLZ
Tel.: +49 228 5554 599
Fax: +49 228 5554 598
gmlz@bbk.bund.de

THW-OPZ
Tel.: + 49 228 940 1140/1/2/3
Fax: +49 228 940 1144
operationszentrale@thw.de

Annexe/Anlage 2
Formulaire de demande d'assistance/
Formular Hilfsersuchen

Information sur un accident grave/
 Information über einen schweren Unglücksfall
 Message N°/Mitteilung Nr. _____

A/An: _____

De/Von: _____

Par ordre de (autorités nationales)/im Auftrag von (nationale Behörden)

Personne responsable/Verantwortlicher: _____

Localisation de l'événement/Ort des Ereignisses: _____

Téléphone/Telefon: _____ Coordonnées/Koordinaten: _____ (UTM)

Télécopie/Fax: _____

Adresse électronique/E-Mail-Adresse: _____

La situation décrite ici était valable jusqu'au/
 Die hier beschriebene Situation galt bis

_____ (dd-mm-yyyy) _____ heure locale/Ortszeit = _____ UTC

Situation de l'urgence/Sachstand zum Notfall: _____

Nombre de victimes (estimé)/Zahl der Opfer (geschätzt): _____,
 personnes affectées/blessées/Betroffene/Verletzte: _____

Mettre en pièces jointes les informations supplémentaires telles que cartes, tableaux etc. afin de donner des éléments complémentaires sur l'urgence (sous forme papier/fax ou par voie électronique, de préférence formats MS-Office-files, *.jpg, ou *.pdf, clairement signalées comme pièces jointes au Message N° _____)

*Bitte in der Anlage ergänzende Zusatzinformationen wie beispielsweise Karten, Tabellen etc. beifügen, um den Notfall besser erfassen zu können (auf Papier, Fax oder auf elektronischem Wege, vorzugsweise als MS-Office-Dateien, *.jpg, oder *.pdf, mit eindeutigen Hinweis, dass diese Dokumente Anlagen zur Meldung Nr. _____ sind).*

Demande d'assistance/Hilfsersuchen:

oui/ja non/nein

Future demande/Künftiges Ersuchen:

probable/wahrscheinlich encore ignoré/noch unbekannt

Type d'assistance/*Art der Hilfe*

- matériel/*Material*
- équipe d'intervention/*Einsatzsteam*
- équipe d'experts ou d'évaluation/*Experten- oder Evaluierungsteam*

Type de matériel, d'intervention, ou d'expertise attendu/
Art des Materials, Einsatzes oder erwünschten Fachwissens:

Assistance déjà sollicitée de la part de/
Unterstützung bereits angefordert durch:

Remarques/*Anmerkungen:*-----

Ce message est suivi de _____ pièces jointes
Zu dieser Meldung gehören _____ Anlagen

Le droit de diffuser l'information aux médias appartient à l'Etat qui fournit l'information!
Die Verbreitung dieser Information an die Medien ist demjenigen Staat vorbehalten, von dem sie stammt!

Annexe/Anlage 3
Formulaire d'information/Meldebogen

- Alerte ou/Alarmmeldung oder**
 Communication d'un accident grave/Meldung eines schweren Unglücksfalles

A/An: _____

De/Von : _____
 par ordre de (autorités nationales)/im Auftrag von (nationale Behörden)

Personne responsable/Verantwortlicher: _____

Localisation de l'événement/Ort des Ereignisses: _____

Téléphone/Telefon: _____ Coordonnées/Koordinaten: _____ (UTM)

Télécopie/Fax: _____

Adresse électronique/E-Mail-Adresse: _____

Ne pas retarder la diffusion de ce message si certaines informations ne sont pas encore disponibles ! Envoyer les mises à jour sur le formulaire Mess2 avec l'indication de l'événement !

Verbreitung dieser Meldung nicht verzögern, wenn einige Informationen noch nicht vorliegen! Für Aktualisierungen bitte – unter Angabe des Ereignisses – das Formular „Mess2“ verwenden!

Ces informations sont confidentielles/
 Diese Informationen sind vertraulich

oui/ ja non/ nein

ne pas faire suivre avant/nicht weiterleiten bis _____ UTC

La situation décrite ici était valable jusqu'au/
 Die hier beschriebene Situation galt bis

_____ (dd-mm-yyyy) _____ heure locale/Ortszeit = _____ UTC

Cause et/ou type d'événement/
 Ursache und/oder Art des Ereignisses:

Ursache und/oder Art des Ereignisses:

- | | |
|---|---|
| <input type="checkbox"/> Catastrophe naturelle/Naturkatastrophe: | <input type="checkbox"/> Accident/Unfall: |
| <input type="checkbox"/> Tempête/Sturm | <input type="checkbox"/> Circulation/Verkehr |
| <input type="checkbox"/> Inondation/Überschwemmung | <input type="checkbox"/> Chimique/Chemisch |
| <input type="checkbox"/> Tremblement de terre/Erdbeben | <input type="checkbox"/> Biologique/Biologisch |
| <input type="checkbox"/> Glissement de terrain/Erdrutsch | <input type="checkbox"/> Radiologique/Radiologisch |
| <input type="checkbox"/> Avalanche/Lawine | <input type="checkbox"/> Explosion/Explosion |
| <input type="checkbox"/> Autres/Sonstige | <input type="checkbox"/> Pollution marine/Meeresverschmutzung |

- Attaque avec/Anschlag mit:**
- Explosifs/Sprengstoff
- Agents chimiques/Chemischen Stoffen
- Agents biologiques/Biologischen Stoffen
- Agents radioactifs/Radioaktiven Stoffen
- Autres/Sonstige:

Date / Heure à laquelle l'événement s'est produit /risque de se produire/
 Datum / Uhrzeit, zu der sich das Ereignis zugetragen hat / möglicherweise bevorsteht:

_____ (dd-mm-yyyy) _____ heure locale/Ortszeit = _____ UTC

Brève description de l'événement/
 Kurzbeschreibung des Ereignisses: _____

Future demande d'assistance/Künftiges Hilfsersuchen

- improbable/unwahrscheinlich
- probable/wahrscheinlich
- encore ignoré/noch unbekannt

Type d'assistance/Art der Hilfe

- matériel/Material
- équipe d'intervention/Einsatzsteam
- équipe d'experts ou d'évaluation/Experten- oder Evaluierungsteam

Type de matériel, d'intervention, ou d'expertise attendu/
 Art des Materials, Einsatzes oder erwünschten Fachwissens:

Autres points de contact déjà avisés/
 Andere bereits informierte Kontaktpunkte: _____

VERWALTUNGSVEREINBARUNG
ZWISCHEN
DER MINISTERIN FÜR INNERES, DIE ÜBERSEEGBIETE UND
GEBIETSKÖRPERSCHAFTEN DER
FRANZÖSISCHEN REPUBLIK
UND
DEM BUNDESMINISTER DES INNERN DER
BUNDESREPUBLIK DEUTSCHLAND
ÜBER DIE
DURCHFÜHRUNG DES ABKOMMENS VOM 3. FEBRUAR 1977
ÜBER DIE GEGENSEITIGE HILFELEISTUNG BEI KATASTROPHEN ODER SCHWEREN
UNGLÜCKSFÄLLEN

Die Ministerin für Inneres, die Überseegebiete und Gebietskörperschaften der Französischen Republik, vertreten durch den Leiter der Abteilung für Bevölkerungsschutz und Katastrophenschutz, einerseits

und

der Bundesminister des Innern der Bundesrepublik Deutschland, vertreten durch den Leiter der Abteilung Krisenmanagement und Bevölkerungsschutz, andererseits

nachstehend die Parteien genannt,

in Anbetracht des Abkommens vom 3. Februar 1977 zwischen der Bundesrepublik Deutschland und der Französischen Republik über die gegenseitige Hilfeleistung bei Katastrophen oder schweren Unglücksfällen (nachstehend „Abkommen“ genannt),

in der Überzeugung, dass gutnachbarschaftliche Zusammenarbeit auf dem Gebiet des grenzüberschreitenden Bevölkerungsschutzes für eine gemeinsame europäische Zukunft unabdingbar ist,

in dem Wunsch, die bereits bestehenden freundschaftlichen Kontakte zu verfestigen und die Vorbereitung und Durchführung der gegenseitigen Hilfeleistung bei Katastrophen oder schweren Unglücksfällen weiter zu erleichtern,

sind wie folgt übereingekommen:

Artikel 1

Katastrophe oder schwerer Unglücksfall im Sinne des Abkommens vom 3. Februar 1977 ist ein Geschehen, das Leben oder Gesundheit zahlreicher Menschen, Sachwerte von erheblicher Bedeutung oder die lebensnotwendige Versorgung der Bevölkerung in so ungewöhnlichem Maße schädigt oder gefährdet, dass zu seiner Bekämpfung der Einsatz von Einheiten und Ausrüstung erforderlich ist, die nicht für den täglichen Einsatz ständig zur Verfügung stehen.

Artikel 2

1. Die Parteien legen nach Maßgabe des Art. 3 Absatz 1a des Abkommens die in Anlage 1

genannten Kontaktstellen sowie die Erreichbarkeiten der Ansprechpersonen fest.

2. Soll gemäß Artikel 1 des Abkommens Hilfe geleistet werden, übermittelt die Hilfe ersuchende Partei unter Verwendung des in Anlage 2 vorgesehenen Formblatts der ersuchten Partei Informationen über Art und Umfang des schweren Unglücksfalles oder der Katastrophe sowie gleichzeitig nähere Angaben zu ihrem Bedarf. Die ersuchte Partei prüft unverzüglich, ob sie dem Hilfesuch nachkommen kann, indem sie hinsichtlich Mitteln und Zeitraum feststellt, in welchem Umfang und nach welchen Modalitäten sie diese Hilfe erbringen kann. Das Ergebnis der Prüfung teilt sie der ersuchenden Partei über die Kontaktstelle umgehend mit.

3. Die Parteien unterrichten sich so früh wie möglich über einen schweren Unglücksfall im grenznahen Gebiet gemäß Artikel 1 unter Verwendung des in Anlage 3 beigefügten Formulars. Diese Unterrichtung erfolgt unabhängig davon, ob das Ereignis bereits eingetreten ist oder erst einzutreten droht, ob es Auswirkungen auf das Gebiet der anderen Partei hat oder nicht und auch bevor absehbar ist, ob die Hilfe der anderen Partei benötigt wird. Das oben beschriebene Verfahren gilt nicht für die in Artikel 3, Absatz 1b des Abkommens vereinbarten Maßnahmen.

Artikel 3

Bei Hilfeleistung mittels Luftfahrzeugen kann die ersuchte Partei eine hälftige Teilung der Kosten auf der Grundlage ihrer zum Zeitpunkt der Hilfeleistung gültigen niedrigsten Gebühren verlangen.

Artikel 4

Die Parteien können gemeinsame Übungen durchführen, Einheiten zur Teilnahme an Übungen abstellen, die von der anderen Partei organisiert werden, oder Beobachter entsenden. Zielsetzung und Ablauf eventuell gemeinsam organisierter Übungen werden zwischen den zuständigen Stellen der Parteien abgestimmt. Die Fahrtkosten gehen zu Lasten der Partei, welche die Teilnehmer entsendet. Die Kosten für Unterbringung, Logistik und medizinische Versorgung werden von der organisierenden Partei übernommen.

Artikel 5

1. Die Parteien oder die von ihnen bezeichneten Stellen legen die Regelungen fest, die für die Nutzung ihrer Infrastrukturen durch die andere Partei für Übungen im Rahmen ihrer verfügbaren Kapazitäten gelten.

Die Nutzung dieser Infrastrukturen ist unentgeltlich. Die sonstigen Kosten werden von der Partei übernommen, die die Teilnehmer entsendet.

2. Der Vorschlag zur Durchführung von Übungen ist mit mindestens 3 Monaten Vorlauf an die andere Partei zu richten. Die Anfrage muss die Bezeichnung der Einheit, die Anzahl der Teilnehmer, Übungszweck und -dauer sowie Angaben zur Unterbringung und Verpflegung enthalten.

Artikel 6

1. Die Parteien unterrichten sich regelmäßig über das aktuelle Seminarprogramm der Ausbildungseinrichtungen, insbesondere über Seminare für Führungspersonal. Die Kosten für Ausbildung, Unterbringung und Verpflegung gehen zu Lasten der Ausbildungseinrichtungen. Die sonstigen Kosten werden von der Stelle übernommen, die die Lehrgangsteilnehmer entsendet.

2. Im Rahmen ihrer Möglichkeiten stellt jede Partei der anderen Partei Lehrgangsplätze für Seminare zur Verfügung, die in den verschiedenen Ausbildungseinrichtungen veranstaltet werden. Die Lehrgangsteilnehmer müssen ausreichende Kenntnisse in der Unterrichtssprache besitzen.

3. Die Parteien melden einander spätestens 3 Monate vor Beginn eines Lehrgangs die Liste der zu entsendenden Teilnehmer unter Angabe von Name, Anschrift, Dienststelle und Funktion.

Artikel 7

Gemäß Artikel 11 des Abkommens vereinbaren die Parteien zur Förderung und Verstärkung der Vorhersage, Vorbeugung und Bekämpfung von Katastrophen oder schweren Unglücksfällen eine ständige und enge Zusammenarbeit, indem sie regelmäßig Informationen über Forschungsprojekte, Ergebnisse wissenschaftlicher Untersuchungen sowie Informationen über Veranstaltungen im Bereich der Forschung für den Bevölkerungsschutz austauschen.

Über die Kostenübernahme wird im Einzelfall entschieden.

Artikel 8

Die Parteien können gemeinsame Forschungsprojekte durchführen. Die Ziele und die Durchführung etwaiger gemeinsamer Forschungsprojekte werden zwischen den zuständigen Stellen der Parteien abgestimmt.

Über die Kostenübernahme wird im Einzelfall entschieden.

Artikel 9

Um gemäß Artikel 11 des Abkommens die Vorbeugung und Bekämpfung von Katastrophen oder schweren Unglücksfällen zu fördern und auszubauen wie auch die präventiven Maßnahmen zum Schutz insbesondere grenzüberschreitend tätiger Organisationen und Einrichtungen mit großer Bedeutung für das staatliche Gemeinwesen, bei deren Ausfall oder Beeinträchtigung in verschiedenen Bereichen nachhaltig wirkende Versorgungsengpässe, erhebliche Störungen der öffentlichen Sicherheit oder andere dramatische Folgen eintreten würden (Kritische Infrastrukturen), vereinbaren die Parteien eine ständige und enge Zusammenarbeit, indem sie miteinander Informationen austauschen, gemeinsame Untersuchungen durchführen und regelmäßige Tagungen organisieren..

Über die Kostenübernahme wird im Einzelfall entschieden.

Artikel 10

Die Parteien führen einen regelmäßigen Expertenaustausch durch, um die Zusammenarbeit zu optimieren, Erfahrungen auszutauschen und die beiderseitigen Systeme besser kennen zu lernen.

Artikel 11

Die Parteien kommen überein, regelmäßig offizielle Treffen durchzuführen, bei denen weitere Entwicklungslinien und Schwerpunkte der Zusammenarbeit festgelegt werden.

Artikel 12

Die Parteien teilen einander umgehend Änderungen mit, deren Aufnahme in die Anlagen zu dieser Vereinbarung sie für notwendig erachten.

Artikel 13

Diese Vereinbarung greift nicht in bereits bestehende internationale Verträge oder Abkommen ein. Sie berührt nicht die Kompetenz der deutschen Bundesländer auf dem Gebiet des Bevölkerungsschutzes.

Artikel 14

Diese Vereinbarung wird auf unbegrenzte Zeit geschlossen und tritt am Tag ihrer Unterzeichnung in Kraft. Jede Partei kann sie durch schriftliche Anzeige an die andere Partei kündigen. Die Kündigung wird sechs Monate nach dem Tag ihrer Notifikation wirksam.

Diese Vereinbarung setzt die Vereinbarung zwischen dem Bundesminister des Innern der Bundesrepublik Deutschland und dem Minister des Innern und für Dezentralisierung der Französischen Republik vom 18. März 1985 über die Durchführung des Abkommens vom 3. Februar 1977 über die gegenseitige Hilfeleistung bei Katastrophen oder schweren Unglücksfällen außer Kraft.

Die Gültigkeit dieser Vereinbarung endet mit dem Außerkrafttreten des Abkommens zwischen der Bundesrepublik Deutschland und der Französischen Republik vom 3. Februar 1977 über die gegenseitige Hilfeleistung bei Katastrophen oder schweren Unglücksfällen.

Geschehen zu Asnières-sur-Seine am *6. Februar 1988* in zwei Urschriften, jede in französischer und deutscher Sprache, wobei jeder Wortlaut gleichermaßen verbindlich ist.

Für die Ministerin für Inneres, die Überseegebiete und Gebietskörperschaften,
Der Präfekt und Leiter der Abteilung für Bevölkerungsschutz und Katastrophenschutz
Beauftragter für Verteidigungsangelegenheiten



Henri Masse

Für den Bundesminister des Innern
Der Leiter der Abteilung Krisenmanagement und Bevölkerungsschutz



Dr. Manfred Schmidt

Points de contact pour l'alerte Erreichbarkeiten für Alarmierungen

France/Frankreich

COGIC
Tél. : + 33 1.56.04.72.40
Fax : + 33 1.41.11.52.52
cogic-centretrans@interieur.gouv.fr

Deutschland/Allemagne

Lagezentrum BMI (24 Std.)
Tel.: +49 30 39 81 1077
Fax: +49 30 39 81 2926
Poststelle@bmi.bund.de

unterrichtet:

GMLZ
Tel.: +49 228 5554 599
Fax: +49 228 5554 598
gmlz@bbk.bund.de

THW-OPZ
Tel.: + 49 228 940
1140/1/2/3
Fax: +49 228 940 1144
operationszentrale@thw.de

Annexe/Anlage 2
Formulaire de demande d'assistance/
Formular Hilfsersuchen

Information sur un accident grave/
 Information über einen schweren Unglücksfall
 Message N°/Mitteilung Nr. _____

A/An: _____

De/Von: _____

Par ordre de (autorités nationales)/im Auftrag von (nationale Behörden)

Personne responsable/Verantwortlicher: _____

Localisation de l'événement/Ort des Ereignisses: _____

Téléphone/Telefon: _____ Coordonnées/Koordinaten: _____ (UTM)

Télécopie/Fax: _____

Adresse électronique/E-Mail-Adresse: _____

La situation décrite ici était valable jusqu'au/
 Die hier beschriebene Situation galt bis

_____ (dd-mm-yyyy) _____ heure locale/Ortszeit = _____ UTC

Situation de l'urgence/Sachstand zum Notfall: _____

Nombre de victimes (estimé)/Zahl der Opfer (geschätzt): _____,
 personnes affectées/blessées/Betroffene/Verletzte: _____

Mettre en pièces jointes les informations supplémentaires telles que cartes, tableaux etc. afin de donner des éléments complémentaires sur l'urgence (sous forme papier/fax ou par voie électronique, de préférence formats MS-Office-files, *.jpg, ou *.pdf, clairement signalées comme pièces jointes au Message N° _____)

*Bitte in der Anlage ergänzende Zusatzinformationen wie beispielsweise Karten, Tabellen etc. beifügen, um den Notfall besser erfassen zu können (auf Papier, Fax oder auf elektronischem Wege, vorzugsweise als MS-Office-Dateien, *.jpg, oder *.pdf, mit eindeutigem Hinweis, dass diese Dokumente Anlagen zur Meldung Nr. _____ sind).*

Demande d'assistance/Hilfsersuchen:

oui/ja non/nein

Future demande/Künftiges Ersuchen:

probable/wahrscheinlich encore ignoré/noch unbekannt

Type d'assistance/*Art der Hilfe*

matériel/*Material*

équipe d'intervention/*Einsatzsteam*

équipe d'experts ou d'évaluation/*Experten- oder Evaluierungsteam*

Type de matériel, d'intervention, ou d'expertise attendu/
Art des Materials, Einsatzes oder erwünschten Fachwissens:

Assistance déjà sollicitée de la part de/
Unterstützung bereits angefordert durch:

Remarques/*Anmerkungen:*-----

Ce message est suivi de _____ pièces jointes
Zu dieser Meldung gehören _____ Anlagen

Le droit de diffuser l'information aux médias appartient à l'Etat qui fournit l'information!
Die Verbreitung dieser Information an die Medien ist demjenigen Staat vorbehalten, von dem sie stammt!